

<https://www.cronicalibre.com/femenismo-y-sociedad/la-irresponsabilidad-criminal-de-quien-esta-promoviendo-las-politicas-identitarias-es-insostenible/>

L'irresponsabilité criminelle de ceux qui encouragent la politique identitaire est insoutenable"

par Nuria Coronado

Face à l'urgence et à l'obscurité avec lesquelles la loi Trans a été adoptée en Espagne, il existe une lumière qui ne peut être éteinte. C'est celle qui est née de la pédagogie féministe. Une aube qui, loin de se taire, résonne inlassablement grâce au cœur ininterrompu de femmes qui n'ont pas peur des gags, des sanctions ou des insultes qui les taxent de transphobes. Amparo Domingo, membre de la Coordinadora de la Confluencia Movimiento Feminista et représentante en Espagne de Women's Declaration International (l'organisation féministe radicale internationale basée au Royaume-Uni qui a promu la Déclaration sur les droits des femmes fondés sur le sexe), est l'une des voix les plus respectées et documentées de notre pays sur le lobby trans.

Domingo n'hésite pas une seconde à qualifier la politique identitaire d'"insoutenable". Elle est également plus que sûre, comme l'ensemble du mouvement féministe, que "la vérité finira par éclater". Elle souligne également que les concepts d'identité de genre ou d'identité sexuelle "sont insultants" car ils sont synonymes de "l'essentialisme le plus rance qui attend des femmes des attitudes ou des capacités spécifiques, et ce sont ces attitudes qui définissent si nous sommes vraiment des femmes ou non".

Cette diplômée en philologie anglaise de l'université de Valence souligne que le transgenrisme "en plus de nuire aux politiques d'égalité entre les femmes et les hommes", constitue une attaque frontale contre le concept des droits de l'homme car "l'expérience de masse illégale qui est menée sur des mineurs sera impossible à cacher dans peu de temps en raison des énormes conséquences irréversibles sur la santé des enfants et des adolescents".

En outre, cette experte en internationalisation des entreprises sait qu'il y aura "une génération qui sera très affectée et qui aura besoin de beaucoup d'amour, d'attention et de soins de la part du reste de la société". Ils seront un témoignage vivant de l'irresponsabilité criminelle de ceux qui font la promotion de la politique identitaire", explique-t-elle.

LE VIVIER DES TRANS

Pour Mme. Domingo, il est essentiel d'expliquer que le tsunami transatlantique qui est arrivé en Espagne il y a trois ans avec le gouvernement de coalition PSOE-UP est le résultat du travail silencieux du lobby international. "Ce que nous voyons aujourd'hui est le résultat de nombreuses années d'expérimentation médicale et de militantisme pour les droits des hommes qui disent se sentir comme des femmes.

C'est pourquoi Domingo parle des féministes radicales qui ont mis en garde contre ce phénomène dans les années 1980. "Malheureusement, leur travail n'a pas eu l'impact souhaité et n'a pas atteint la population générale. En 1979, Janice Raymond a écrit "The Transsexual Empire" sur la redéfinition du concept de femme que l'industrie médicale tentait de réaliser par le biais de traitements hormonaux et chirurgicaux sur les hommes. Une autre auteure de premier plan est l'universitaire et activiste Sheila Jeffreys - l'une des fondatrices de Women's Declaration International - qui a écrit en 2003 "Unpacking Queer Politics" (2003) et, par la suite, "El género

daña" (2014 livre publié en espagnol en 2021). Son dernier titre publié cette année, intitulé "Penile Imperialism", aborde ce phénomène pour la troisième fois, en le plaçant cette fois dans le contexte d'un mouvement de défense des "droits sexuels des hommes". Pour montrer comment fonctionne ce mouvement international et découvrir ses tactiques, Amparo Domingo nous livre cette longue et nécessaire interview.

Amparo Domingo

Commençons par le mensonge des principes de Jogjakarta

Ils constituent la dernière étape de l'introduction de la politique identitaire dans la législation du monde entier. Il s'agit d'un document rédigé par un groupe d'individus autoproclamés qui ne représentent aucun organisme international, et qui a acquis une grande influence sur la législation de nombreux pays en étant présenté comme un document officiel des Nations unies, alors qu'il n'a en réalité aucune force contraignante. Les principes originaux ont été rédigés en 2006 et élargis en 2017. Dans ce document, les concepts d'orientation sexuelle et d'"identité de genre" ont été réunis pour la première fois, formant un couple impossible, car l'"identité de genre" annule le sens de l'orientation sexuelle en transformant les homosexuels en hétérosexuels et vice versa.

Le fait que les Principes soient confondus par un document officiel n'est pas une coïncidence, surtout après la nomination de l'un de ses signataires en tant qu'expert indépendant à l'ONU, précisément en ce qui concerne les questions d'orientation sexuelle ou d'identité de genre. Víctor Madrigal-Borloz, comme on appelle l'expert, est très agressif dans la promotion des idées contenues dans les Principes de Jogjakarta, bien qu'il ne les cite pas expressément à chaque occasion, car cela donne l'impression qu'il ne fait qu'appliquer la législation en vigueur déjà consolidée.

Il est curieux que Víctor Madrigal-Borloz rencontre Irene Montero et apprécie très positivement "l'engagement du ministère de l'égalité en faveur des droits des LGTBI" tout en ignorant et en méprisant le mouvement féministe.

Plus que curieux, je dirais que c'est logique, de son point de vue. Madrigal-Borloz et Irene Montero partagent l'objectif de redéfinir le concept de genre afin qu'il ne fasse plus référence au système hiérarchique qui privilégie les hommes par rapport aux femmes, mais plutôt aux "identités ressenties" qui tentent de remplacer les femmes comme sujet du féminisme. Par conséquent, tous deux ignorent le mouvement féministe et nos revendications selon lesquelles la définition des femmes et nos droits devraient être basés sur le sexe.

Qu'est-ce qui se cache derrière la visite de Mme Montero et de son équipe aux États-Unis avec la directrice exécutive du Gender Policy Council, Jennifer Klein, et l'assistant adjoint du président Joe Biden, Chiraag Bains ?

Ce que je peux vous dire, ce sont les politiques anti-femmes développées par l'administration de Joe Biden. Dès le premier jour de son mandat, le 20 janvier 2021, il a signé une série de décrets, dont le 13988, première menace de son administration pour les droits des femmes fondés sur le sexe, en privilégiant les "identités ressenties" au sexe des individus. Il s'agissait d'une déclaration d'intention - et pourquoi ne pas le dire, d'une véritable déclaration de guerre - qu'il a maintenue au cours de ces presque deux années de présidence, avec des actions successives allant dans le même sens. Ainsi, comme pour Madrigal-Borloz, Irene Montero et son équipe partagent des objectifs avec Joe Biden et le Parti démocrate (le parti qui est le vecteur de la mise en œuvre de la politique identitaire aux États-Unis, c'est-à-dire le rôle joué par Podemos en Espagne).

Pour en revenir aux principes de Yogyakarta ou aux droits de l'homme dont on dit constamment aux personnes trans qu'elles n'en ont pas, de quoi s'agit-il ?

Il est clair qu'il existe un courant international qui donne le ton aux différents gouvernements des différents pays ou juridictions. Par exemple, des États à l'intérieur des pays, comme nos communautés autonomes, qui ont la capacité de créer leur propre législation. Pour les féministes, il s'agit également d'une preuve de la misogynie de la société, dans la mesure où les sentiments des hommes sont clairement privilégiés par rapport aux droits des femmes (le droit de participer à la vie publique - de se présenter aux élections, etc.) Tout le monde a le droit de vivre une vie sans violence et cela inclut les femmes en prison, qui doivent maintenant partager des espaces avec des criminels condamnés (et non des criminels présumés, car ils sont en prison parce qu'ils ont déjà été condamnés par un tribunal), avec le risque que cela représente pour l'intégrité physique et psychologique des femmes détenues, car le sentiment de danger constant génère beaucoup d'angoisse et d'anxiété pour elles.

Le lobby international a-t-il utilisé Podemos comme un moyen à cette fin, et est-il le seul responsable de l'effacement des femmes ?

Il existe en effet un courant international, qui est rendu visible par la coïncidence d'initiatives législatives très similaires dans différents pays en un court laps de temps. Les similitudes sont si grandes qu'il n'est pas possible de les mettre sur le compte d'une simple coïncidence. Le changement social est très difficile à réaliser lorsqu'il est exigé par la société civile. En revanche, les changements juridiques dans différentes juridictions ont souvent eu lieu dans le dos de la société (par exemple, en Irlande ou en Argentine), de sorte qu'ils ne peuvent être justifiés comme des demandes sociales. C'est là qu'il est clair qu'il existe un groupe de pression qui contacte les partis politiques pour faire avancer un agenda spécifique, qui n'est pas l'agenda féministe, mais le contraire.

En Espagne, le parti politique qui a voulu défendre ces propositions est Podemos. Ce serait Ciudadanos s'il était arrivé au pouvoir, car il a également eu des initiatives allant dans le même sens, bien que sa position politique ne soit pas la même que celle de Podemos dans de nombreux autres domaines. Ciudadanos, pour sa part, est ouvertement favorable à la gestation pour autrui, de sorte que son anti-féminisme est plus que démontré. Le fait que Podemos soit d'accord avec eux sur ce point est très révélateur de leur position anti-femmes déguisée en "diversité". Bien sûr, le PSOE est un complice nécessaire dans l'avancée des propositions de Podemos, puisque c'est le Conseil des ministres qui a approuvé le texte qui est parvenu au Congrès. Pedro Sánchez a désarticulé le mouvement féministe au sein du Parti socialiste, il est donc très clair qu'il est en accord total avec ces politiques misogynes.

Que se passe-t-il au sein de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne ?

La plupart des gens ignorent que Michael O'Flaherty, qui était le rapporteur des principes de Yogyakarta, c'est-à-dire qui a contribué au projet initial, est l'actuel directeur de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA). Il est important de mentionner ce fait car c'est une coïncidence que la FRA et l'une de ses études aient été citées par le gouvernement comme l'une des raisons de l'urgence du traitement du projet de loi pour l'égalité réelle et effective des personnes trans et pour la garantie des droits des personnes LGTBI, même si cette déclaration d'urgence n'est pas justifiée. L'activiste Elena Armesto a publié sur Twitter des informations très intéressantes sur la manière dont la collecte de données a été effectuée par la FRA, qui a utilisé un système pouvant être qualifié de plusieurs manières, bien qu'aucune d'entre elles ne soit une "méthode scientifique", bien au contraire.

En d'autres termes, la stratégie des transgenres consiste à infiltrer les rapporteurs et les "militants respectés" partout où le pouvoir existe.

L'avancée des idées postmodernes selon lesquelles il n'existe pas de réalité objective, mais que tout dépend de l'expérience de l'individu, est très inquiétante. Cette année encore, en mars, Sheila Jeffreys a donné une conférence intitulée "Can Human Rights Survive as a Concept ? Sa thèse est que la politique de l'identité met en danger le concept même des droits de l'homme tel que nous le connaissons, car les personnes qui ne présentent objectivement pas les conditions qui définissent un groupe peuvent désormais être "identifiées" au sein de groupes vulnérables.

Cela peut sembler exagéré, mais on commence à considérer comme raisonnable le fait qu'une personne puisse "s'identifier" à une autre ethnie ou à une personne handicapée (un cas récent a été signalé en Norvège, où un homme en bonne santé s'est "identifié" à une femme en fauteuil roulant) et penser qu'elle a le droit de faire partie du groupe souhaité, exactement dans les mêmes conditions que les personnes qui ont les conditions objectives pour le faire, qui sont celles qui doivent voir leurs droits reconnus. De son côté, ONU Femmes a une politique de communication très inquiétante qui, d'une part, valide l'idée que les femmes n'ont pas de forme et, d'autre part, axe une campagne sur les "femmes LBT" sur les hommes qui prétendent être des femmes, plutôt que sur les femmes lesbiennes, qui continuent d'être discriminées dans de nombreux pays où l'homosexualité n'est pas acceptée.

Une autre stratégie est celle de la confusion linguistique. Si vous parlez et mélangez sexe/genre ou identité sexuelle/genre, la bombe est parfaite.

Le manque de clarté du langage est fondamental pour que ces politiques puissent prospérer, car elles ne bénéficient d'un soutien social que si leur véritable portée n'est pas connue. Dès que le dogme est expliqué, son acceptation chute. C'est pourquoi les militants considèrent qu'il est bon de ne pas expliquer clairement leurs revendications. Cette affirmation n'est pas exagérée puisqu'elle est consignée dans un rapport, tristement célèbre chez les féministes sous le nom de "rapport Dentons". Il a été publié par le journaliste britannique James Kirkup dans sa chronique du Spectator il y a trois ans.

Quel est le résumé objectif du contenu du rapport par Kirkup ?

On y lit littéralement qu'un grand cabinet d'avocats international a participé à la rédaction d'un manuel à l'intention des personnes qui souhaitent modifier la loi afin d'empêcher les parents d'avoir le dernier mot sur les changements importants du statut de leurs propres enfants. Le manuel conseille à ceux qui prônent le changement de cacher leurs projets derrière un "voile" et de veiller à ce que ni les médias ni le grand public ne sachent grand-chose des changements affectant les enfants qu'ils tentent d'opérer. Parce que si le public est informé de ces changements, il est probable qu'il s'y oppose. En d'autres termes, aucune politique élaborée dans l'ombre ne peut survivre à la lumière du soleil.

Quant à l'idée d'une "identité de genre" ou d'une "identité sexuelle" renforçant l'essentialisme le plus éculé qui attend des femmes des attitudes ou des capacités spécifiques (ces attitudes étant ce qui définit si nous sommes vraiment des femmes ou non), elle est tout simplement insultante. La régression mentale de la société qui admet une telle idée est consternante. Donner libre cours à tous les stéréotypes sexuels contre lesquels les féministes se battent depuis si longtemps est extraordinairement rétrograde et misogyne. À ce propos, l'idée de l'existence de "cerveaux roses ou bleus" est non seulement misogyne, mais aussi non scientifique. La science nous donne raison.

Les gens ne se demandent-ils pas comment il est possible que la sympathie populaire pour cette cause ait été gagnée si rapidement mais pas pour le féminisme ?

Ces politiques sont profondément misogynes, donc dans cette société inégalitaire, il est normal qu'elles soient plus facilement acceptées que le féminisme. L'idée sous-jacente est que les femmes ne sont pas des êtres humains de la même catégorie que les hommes. Si c'était le cas, il n'y aurait pas cette énorme inégalité de traitement dont nous, les femmes, souffrons, et qui se traduit par tout, de la violence masculine à une moindre présence dans les centres de pouvoir, où sont prises les décisions qui affectent l'ensemble de la société, pour ne citer que deux des domaines les plus reconnaissables de l'asymétrie de pouvoir entre hommes et femmes, mais pas les seuls.

Y a-t-il une distinction à faire entre les transsexuels et les transgenres, ou ces deux concepts sont-ils la même chose ?

Beaucoup de gens ignorent que les deux termes sont méprisés par les militants, qui préfèrent désormais le préfixe "trans", mieux s'il est accompagné d'un astérisque pour indiquer qu'il s'agit d'une catégorie ouverte. Certains distinguent le concept de "transsexuel" de celui de "transgenre", selon que la personne a modifié son apparence au moyen d'hormones ou d'une intervention chirurgicale, mais pour le féminisme radical, il n'y a pas de différence dans le sens où ce qui nous importe est le sexe de la personne pour déterminer qui est un sujet du féminisme. Nous pensons que les hommes peuvent s'habiller comme ils le souhaitent et s'exprimer de la manière qui leur convient le mieux, bien sûr, mais cela n'implique pas nécessairement une modification de nos droits, qui sont reconnus dans la législation espagnole et d'autres pays sur la base du sexe.

Y a-t-il un espoir que tout cela change à court terme ?

Grâce au travail inlassable des féministes au niveau international, notre position atteint les institutions. Récemment, la rapporteuse spéciale de l'ONU sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, Reem Alsalem, a participé officiellement au débat parlementaire qui a eu lieu en Écosse concernant une proposition très similaire à la proposition espagnole, d'autodétermination du sexe enregistré. Elle s'est prononcée contre cette proposition, estimant qu'elle mettait en danger les droits des femmes. En outre, je voudrais également souligner les réseaux féministes qui se forment au niveau national et international, qui donneront naissance à un mouvement féministe renforcé, comme nous n'en avons jamais connu auparavant. Par exemple, notre déclaration a déjà été signée par des personnes de 160 pays (sur les 194 pays reconnus par l'ONU). J'encourage tous ceux qui ne l'ont pas encore fait à rejoindre ce mouvement international en signant la déclaration sur notre site web mondial.